

### Interview de Dick Marty, Conseiller aux Etats tessinois



Photo J. Vuillaume

Dick Marty, Conseiller aux Etats tessinois.

La Fonction publique (F.P.) – Études au Tessin puis à l'Université de Neuchâtel, actuellement Conseiller aux Etats tessinois et ténor de la politique suisse à Strasbourg, pourriez-vous nous rappeler les événements marquants de votre parcours privé et politique ?

Dick Marty (D.M.) – Domicilié à Lugano, marié en 1969, père de trois enfants. Etudes de droit puis recherches scientifiques en Allemagne, à Fribourg-en Brisgau. J'ai passé de belles années à Neuchâtel, ville avec laquelle j'entretiens une relation longue et privilégiée, qui est passée à travers différentes saisons, qui toutes m'ont laissé des souvenirs inou-

bliables: des excursions sur les crêtes de Tête-de-Ran, lorsque, enfant, j'étais en vacances chez mes tantes et mes oncles, aux études universitaires à l'Avenue du 1<sup>er</sup> Mars et au Foyer des Étudiants, au Faubourg de l'Hôpital. Le cycle des saisons n'est pas terminé, puisque je participe depuis de nombreuses années, à la vie passionnante de l'entreprise des Gouttes d'Or, certainement un des emblèmes de la belle réalité neuchâteloise. Ensuite, je suis en effet devenu Procureur au Tessin, pendant quinze ans, puis Conseiller d'Etat, durant six ans, et Conseiller aux Etats depuis 1995, (ndlr: brillamment réélu, dès le premier tour en 2007). A partir de 1998, je représente mon parti au Conseil de l'Europe, dans une délégation helvétique qui compte, entre autres, mon ami Andreas Gross, personnage, que j'apprécie bien.

#### Spécificité tessinoise

F.P. – Le Tessin se signale par une opposition rabique à toute idée européenne. Comment expliquez-vous l'attitude de la majorité de vos compatriotes ?

D.M. – Cette attitude plonge ses racines dans l'histoire de mon canton. Il s'est toujours singularisé en votant NON dans presque toutes les occasions importantes, pour manifester, en som-

me, son existence, son originalité entre Romands et Alémaniques, aux prises avec ce fameux et fumeux « roesti graben »: en 1848, refus de la Constitution fédérale, non à celle de 1874, NON à l'unification du droit pénal, toujours NON à l'adhésion à l'ONU.

Il y a une spécificité tessinoise qu'il convient de considérer. C'est la seule région limitrophe dont le centre soit situé à l'étranger. Le nord a pour pôle Bâle, l'ouest du pays Genève, l'est St-Gall. Pour nous, le centre urbain le plus important est Milan. Il y a une barrière géographique (les Alpes) avec la Suisse, mais aucune avec l'Italie. Le Tessin est enchâssé dans la Lombardie, deux millions d'Italiens habitent la proche région, six ou même neuf, si l'on compte tout le Milanais, une des régions les plus dynamiques d'Europe, avec la Bavière, le Bade-Würtemberg, la Catalogne. Il n'est pas inutile de revenir aux fondamentaux historiques et sans nostalgie. Négliger l'histoire est un appauvrissement et un danger, tout comme refuser de voir que le monde est en train de changer.

Les Suisses ont fait preuve d'un extraordinaire courage et d'une remarquable prévoyance en adoptant la constitution de 1848. Seul au milieu d'une Europe hostile et autocrate, notre Pays a alors opté avec conviction pour la démocratie, le libéralisme et les liber-

tés individuelles. Ce fut un choix progressiste, révolutionnaire, qui donna naissance à la Suisse moderne, un formidable acte de confiance dans ses propres moyens et dans l'avenir. C'était aussi la Suisse de grandes personnalités qui avaient le courage d'oser, comme Alfred Escher, le père visionnaire de notre infrastructure ferroviaire et financière – rappelons seulement le tunnel du Gothard et la fondation du Crédit suisse – ou encore comme le Tessinois Stefano Franscini, qui rêva de la première université fédérale suisse et qui réalisa l'École polytechnique de Zürich. Des radicaux, bien sûr, comme radicale était alors la très grande majorité de la classe politique suisse.

Naguère, le Tessin, canton agricole et pauvre, a crû très vite, pour devenir une région enrichie dans le tertiaire: banques, assurances, hôtellerie.

La spéculation, la vente des terres aux ressortissants allemands fortunés, l'affairisme, ont entraîné une perte de valeurs éthiques et multiplié les scandales médiatisés.

L'hostilité à l'Europe est devenue le fonds de commerce de la Lega, depuis les années 90, mais cette crainte est largement partagée par le reste de la population, anxieuse à l'idée d'être phagocytée par le puissant voisin, en raison de frontières abstraites et poreuses.

Le développement d'idées ultra-nationalistes à Milan, l'éternel retour de Berlusconi, avec toute la dégradation de la politique que cela implique, tout ce contexte pèse sur la vie publique de mon canton.

Il y a eu, jadis, une pratique aventureuse de la contrebande, il y a eu ensuite une autre délinquance moins folklorique liée à l'argent sale, aujourd'hui endiguée grâce au travail de la justice et aux nouvelles dispositions législatives. Le blanchiment de l'argent sale n'a d'ailleurs pas été une spécialité tessinoise mais a touché, à différentes périodes, l'ensemble de la place financière suisse.

Les Tessinois sont de bons Suisses, patriotes, mais ils se sentent trop éloignés (géographiquement et culturellement) du centre du pays et trop proches, à leur goût, des Lombards, des Italiens qui incarnent maintenant l'Union européenne.

## Radicaux - Libéraux

P. - Nous venons d'assister à la fusion entre Radicaux et Libéraux. Comment

des gens tels Gilles Petitpierre, Thierry Béguin et vous-même pouvez coexister avec des affairistes de l'Arc lémanique ou du Triangle d'Or qui ne partagent pas les mêmes valeurs humanistes?

D.M. - Dans tous les grands partis, il y a un éventail assez large de sensibilités politiques. Je suis, j'ai toujours été un libéral historique, en effet, comme ces amis qui appartiennent au courant humaniste originel. Globalement, il faut l'avouer, le parti radical a dévié vers la droite économique, stimulé et piqué au vif par l'UDC. Pour moi, le danger ne vient pas de la gauche, mais du néolibéralisme.

Le véritable libéralisme doit défendre des valeurs morales, c'est ce que j'ai eu l'occasion de développer, lors d'un Congrès du nouveau parti libéral-radical de votre canton, en pleine campagne électorale. Lors de cette importante réunion, j'ai eu l'occasion de me situer dans le champ politique et de défendre mon credo qu'il n'y a pas de libéralisme sans valeurs. J'ai commencé par féliciter mes compagnons d'avoir eu le courage ou l'inconscience de me choisir comme orateur. Vous n'êtes pas sans savoir, leur ai-je dit, que je ne suis probablement pas le plus apte pour incarner l'orthodoxie du Parti Libéral Radical suisse actuel. En d'autres mots, pour prendre une image aussi paradoxale qu'improbable, si le parti devait disposer d'une congrégation pour la doctrine et la foi, non seulement je n'en ferais pas partie, mais j'aurais vraisemblablement de sérieux problèmes avec elle. Mais justement se reconnaître libéral, signifie refuser les dogmes et les certitudes définitives, se questionner continuellement sur les choix les plus appropriés, admettre qu'on peut se tromper, bref, se confronter avec une réalité continuellement en mouvement.

Je ne pense pas, par exemple, que la politique doive se résoudre à continuellement réclamer des baisses d'impôts et à être le porte-parole de toutes sortes d'intérêts particuliers. Nous le savons, l'intérêt général n'est jamais égal à la somme des intérêts particuliers. Voilà pourquoi je suis convaincu que notre parti doit s'investir beaucoup plus dans la défense et le renforcement de nos institutions. La séparation des pouvoirs ne doit pas être réduite à un souvenir poussiéreux qui nous rappelle vaguement un certain Montesquieu. C'est un principe fondamental, plus

actuel que jamais, une garantie nécessaire pour un véritable «check and balance» dans l'exercice du pouvoir et la protection des libertés fondamentales.

Or, ce principe dénote des signes inquiétants de fatigue aussi dans notre pays. La délégation des commissions de gestion a dénoncé – hélas bien tardivement – les agissements du Conseil fédéral qui, cédant aux pressions américaines, est intervenu dans une procédure pénale en cours, a saisi et détruit des moyens essentiels de preuve. Une fois de plus, l'inertie des partis politiques dans cette affaire me désole. La gravité est telle qu'à mon sens, une commission parlementaire d'enquête devrait être au mois envisagée.

Je pourrais encore citer l'affaire SWIFT: la CIA contrôle depuis 2002, tous nos paiements bancaires internationaux et même une partie des paiements internes. Non seulement nos autorités ont maintenu le silence jusqu'au moment où la presse a révélé cette affaire, mais le Conseil fédéral a même refusé au Ministère public, l'autorisation d'ouvrir une procédure pour violation du secret bancaire.

Il est devenu difficile aujourd'hui de se battre pour un modèle de société et pour une politique fondée sur la raison. Nous vivons une saison où l'on préfère les émotions immédiates et éphémères ainsi que le sensationnalisme. Les perspectives sont souvent réduites à ce que la presse écrira le dimanche suivant, dans la meilleure des hypothèses à la prochaine élection. Etre raisonnable, n'est pas tendance, la Une étant plutôt réservée à ceux qui privilégient les excès et la démesure. C'est indiscutablement un problème pour un parti, qui comme le nôtre, se fonde sur la responsabilité et la liberté individuelle. La tentation est alors de suivre le modèle qui a actuellement le plus de succès: plus de succès électoraux mais certes pas des succès en des termes de réalisations en faveur du pays. On critique ainsi notre parti d'être trop souvent dans le sillage de l'UDC. Pas tout à fait tort, je crains. Je n'ai pas compris, par exemple, l'empressement avec lequel nous avons soutenu Blocher dans la révision de la loi sur l'asile et je n'oublierai jamais ce jeudi, lorsque la quasi-totalité du bloc dit bourgeois des Etats a adopté la proposition de refuser, non seulement l'aide sociale mais même l'aide d'urgence aux requérants qui avaient fait l'objet d'une décision de non-entrée en matière. Une

décision honteuse, qui a été heureusement corrigée par la suite au National. Comme je n'ai pas compris les raisons qui ont poussé le PLR à soutenir si activement l'élection de Blocher en 2003, encore moins à vouloir le réélire en 2007...

D'une façon générale, je suis persuadé que si on n'est pas capable de se battre pour la liberté des autres, nous ne serons jamais à même de défendre efficacement la nôtre.

### **Atteintes à notre souveraineté nationale**

F.P. – Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, la Suisse est inféodée aux Etats-Unis, ce qui provoque des scandales aussi réguliers que vite enfouis (affaire Tinner, «grandes oreilles» valaisannes, trafic illégal de prisonniers politiques par la CIA,... ). A part notre ami Andy Gross et vous-même, peu de politiciens helvétiques semblent s'émouvoir de ces atteintes à notre souveraineté nationale.

D.M. – L'affaire Tinner est absolument scandaleuse et illustre bien l'attitude de bienveillance et de passivité, pour ne pas dire de soumission du Conseil fédéral, via le responsable du dossier, C. Blocher, qui s'est rendu, penaud, aux Etats-Unis. Il y a eu, en l'occurrence, une grave atteinte à la séparation des pouvoirs. Et quelle stupidité de détruire des dossiers compromettants pour complaire aux Américains, qui, comme toutes les grandes puissances, méprisent les faibles. Notre forme de gouvernement est valable par temps calmes, mais moins en périodes de

tempêtes. D'autres pays ne s'en tirent pas mieux avec d'autres systèmes, comme l'alternance.

Mon travail à Strasbourg ?

J'ai reçu le mandat de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, d'enquêter sur les agissements illégaux de la CIA en Europe et sur les éventuelles complicités des Etats membres du Conseil de l'Europe. Ce que j'ai pu découvrir est inquiétant. L'administration Bush a fait des choix scélérats, certes, mais ce qui m'a le plus choqué, est l'hypocrisie de l'Europe, son double langage, son silence. En cette circonstance aussi, j'ai dû constater l'indifférence de la politique, y compris celle de mon parti. Depuis bientôt deux ans, il ne se passe pratiquement pas de semaines, sans que de ce côté ou de l'autre de l'Atlantique, des révélations ne viennent confirmer le contenu de mon rapport. Tout récemment, par exemple, la preuve a été administrée que Tony Blair avait menti à la Chambre des Communes, ce qui a obligé le gouvernement actuel de s'excuser.

F.P. - **Quid des bilatérales ?**

D.M. - Cette voie nous a conduits à une impasse. Nous adoptons peu ou prou les lois européennes, sans avoir notre mot à dire lors de leur rédaction. Depuis l'Union à 12 ou 15, la situation a bien changé et négativement pour nous: Au départ, nous étions bien vus par nos partenaires, mais à ce jour, dans une Europe à 27 et bientôt à 30, nous ne sommes guère appréciés des pays de l'Est, par exemple. Nous devons impérativement relancer le

débat de fond sur notre future adhésion.

F.P. - Un mot quand même sur le tsunami du scandale de l'UBS ?

D.M. - On pourrait dire que ce que la gauche et Jean Ziegler n'ont pas réussi en des décennies d'efforts, les dirigeants de l'UBS l'ont fait avec une aisance époustouflante.

Il serait néanmoins faux de prétendre qu'il n'y avait pas depuis longtemps des signaux d'alerte. En faisant un mythe, on a sacralisé le secret bancaire et on s'est mis dans l'incapacité de réagir à temps et d'anticiper les événements.

Il est évident, pour répondre à vos inquiétudes, que M. Ospel devrait être traduit en justice et condamné pour ses forfaits. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

J'ai bien aimé la remarque ironique de Jacques Attali, à propos de la future réunion du G20 à Londres, consacrée à la moralisation du capitalisme: « C'est un peu comme si l'on organisait une séance d'alcooliques anonymes dans un bar à vins. » Il était, bien sûr temps d'en finir, en Suisse, avec ce distinguo baroque entre évasion et fraude fiscale, mais il faut aussi exiger de mettre sur le tapis vert les cas de l'Etat américain du Delaware, patrie du vice-président et jungle fiscale, et surtout, peut-être, les exemples de la City de Londres et de l'île de Jersey, pour nous limiter au monde anglo-saxon: si je devais cacher de l'argent, aujourd'hui je le ferais à Londres, pas en Suisse!

*Daniel Balmer*